

Communiqué de l'AG des personnels Université Paris Nanterre, mardi 11 décembre 2018

La cinquantaine de personnels réunis en urgence en assemblée générale (AG) mardi 11 décembre 2018 souhaitent affirmer leur soutien plein et entier aux revendications exprimées hier par l'AG étudiante qui a réuni plus de 2000 étudiants : retrait de « Bienvenue en France » et gratuité des universités, abrogation de la loi ORE et de Parcoursup, retrait de la réforme du bac et du SNU, inscription pour tous les sans-fac et droit de s'inscrire dans la fac et la filière de son choix, abrogation du nouvel arrêté licence, abandon des poursuites pour tous les interpellés et relaxe pour tous les condamnés du mouvement social, augmentation des salaires et CDIisation de tous les contrats, augmentation des bourses, des aides sociales et leur extension à tous les étudiants.

Nous nous inquiétons des rumeurs ayant circulé hier selon lesquelles des étudiants n'ayant pas pu passer leur partiel ont été menacés d'être notés défaillants. Nous rappelons que de tels agissements s'exposent à des recours administratifs.

Nous souhaitons renouer avec une tradition nanterroise et rencontrer les étudiants mobilisés pour envisager des actions communes.

Nous souhaitons également nous adresser à la présidence de l'université pour exprimer, une nouvelle fois, notre colère face à des communiqués présidentiels qui annoncent des décisions « largement partagées » par les collègues (dont le report des partiels et examens à la session de juin) sans que nous ayons été collectivement consultés. Nous avons encore le temps pour envisager des aménagements des modalités de contrôle, surtout si la réponse apportée aux revendications des étudiants est rapide et à la hauteur de leur détermination et des enjeux de la période.

C'est pourquoi nous exigeons que la Présidence de l'université, à l'image d'autres présidents, publie un communiqué clair s'opposant à la hausse des droits d'inscription pour les ressortissants hors UE (préambule évident à une hausse généralisée à tous les étudiants), s'engageant à ne pas l'appliquer à Nanterre, et se prononçant contre tout mécanisme favorisant l'endettement étudiant.

Tout comme nous condamnons l'extrême violence policière et la criminalisation des mouvements sociaux, nous condamnons toute forme de répression et d'intimidation des étudiants et personnels sur le campus : recours par la présidence aux forces de l'ordre au printemps 2018, inculpation et condamnation de plusieurs étudiants nanterrois, recours aux vigiles privés et, lundi 10 décembre, à des maîtres chiens contre nos étudiants, dont un a été blessé. La présidence doit d'ailleurs respecter son engagement à payer les frais de justice des condamnés de Nanterre.

Etant donné la gravité de la situation locale et nationale, nous demandons la convocation immédiate par la présidence d'une Assemblée Générale des personnels afin de discuter collectivement de la situation et de nos multiples revendications (LMD4, gel des postes, budget, etc.). Nous exigeons d'avoir accès à Ksup, comme d'autres membres de notre communauté, ce qui ne devrait pas poser problème au vu des annonces multiples de la présidence en faveur de la démocratie universitaire et l'ouverture cet été d'une plate-forme participative.

D'ICI LÀ, NOUS APPELONS À UNE **NOUVELLE AG DES PERSONNELS**

JEUDI 13 DÉCEMBRE 9H30

#largementsoutenu